

LUMIERES

TURQUOISE :

Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie, Arménie

Une publication du Service économique régional d'Ankara
et des Services économiques de Tbilissi et Bakou

SOMMAIRE

Éditorial : Interdépendances, vous avez dit <i>douces</i> ? Le commerce extérieur à l'épreuve des chocs et dépendances.	2
Turquie Commerce extérieur : creusement du déficit commercial au premier semestre de 2026	3
Les exportations ont connu une croissance modérée (+3,5 % en g.a. à 136,0 Mds USD)	3
Turquie Commerce bilatéral : au premier semestre 2026, les échanges diminuent, l'excédent français avec	7
Recul des exportations françaises vers la Turquie (-6,8 % en g.a. ; 5,8 Mds EUR)	7
Baisse des importations depuis la Turquie (-3,5 % en g.a. ; 5,6 Mds EUR)	8
Azerbaïdjan Des échanges concentrés autour des hydrocarbures	11
Les exportations azerbaïdjanaises sont portées par les hydrocarbures	11
La Chine, la Russie et la Turquie sont les principaux fournisseurs de l'Azerbaïdjan	11
La France a enregistré un excédent commercial de près de 100 M EUR en 2025 en Azerbaïdjan	12
Géorgie Renforcement du déficit malgré la hausse des exportations	14
Un commerce extérieur en hausse mais structurellement déficitaire	14
Un approfondissement de la relation commerciale avec la Russie	14
Arménie Les échanges structurés autour du déficit et du poids de la Russie	16
Un commerce extérieur déficitaire caractérisé par des liens forts avec la Russie	16
Les exportations et les importations impactées par l'embargo russe sur les produits agroalimentaires	16

Éditorial : Interdépendances, vous avez dit *douces* ?

Le commerce extérieur à l'épreuve des chocs et dépendances.

En 2025, selon les données de la Commission des Nations unies sur le commerce et le développement, les exportations mondiales de marchandises ont atteint 26,3 Mds USD, soit +7,2 % sur l'année. Cette dynamique s'est poursuivie au premier semestre 2026, le commerce mondial de biens étant estimé à 13,7 Mds USD, soit +12,5 % en g.a. Cependant, cette croissance globale a masqué des disparités sectorielles prononcées : les produits liés à l'IA, à la mobilité électrique et aux minéraux critiques ont connu une forte expansion (selon l'OMC, les biens liés à l'IA ont compté pour 42 % de la croissance du commerce mondial pour environ un sixième des échanges), tandis que l'acier, la chimie ou certains produits du secteur énergétique solaire affichaient des contractions, révélant de profondes vulnérabilités d'approvisionnement. La croissance est tout aussi inégale entre régions : en 2025, l'Asie de l'Est a enregistré la plus forte progression des exportations (+9 %), devant l'Afrique (+6 %). Au premier trimestre 2026, portées par la demande liée à l'IA, les exportations et importations asiatiques ont augmenté de 12,9 % et 14,6 % en volume sur un an, alors que les exportations européennes reculaient de 2,6 % selon l'OMC. Hors Asie de l'Est, le commerce entre économies en développement s'est même contracté, faisant reposer l'expansion mondiale sur un nombre restreint de pôles.

Les dynamiques des échanges commerciaux de la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie ont illustré les enjeux sous-jacents à l'échelle régionale et mondiale. La volatilité des prix de l'énergie et des matières premières a eu des effets importants sur les balances commerciales tandis que les chocs géopolitiques successifs ont mis en exergue les dynamiques de dépendance et la nécessité de diversification, des partenaires mais aussi des produits échangés.

Ces nouvelles priorités ont eu des effets hétérogènes sur les relations commerciales entretenues entre les pays de la zone et l'Union européenne, avec des conséquences plus ou moins marquées sur le commerce bilatéral avec la France.

En Turquie de nombreux records sont tombés au premier semestre 2026 : exportations, importations ou encore déficit. Sur la période, les données des douanes turques ont mis en exergue les grandes dynamiques de l'économie nationale, qui repose sur ses relations avec les grandes économies mondiales et sur un secteur industriel porteur des échanges. Néanmoins, elles ont aussi souligné les vulnérabilités de son modèle, fragilisé par une perte de compétitivité à l'international et une dépendance forte à quelques partenaires pour les questions énergétiques.

En 2025, les exportations et les importations de l'Azerbaïdjan ont évolué de façon hétérogènes, affaiblissant l'excédent commercial du pays. Si les exportations d'hydrocarbures azerbaïdjanais ont été relativement épargnées du contrecoup de la crise au Moyen-Orient, le pays reste vulnérable sur la scène internationale, fortement dépendant d'une poignée de partenaires, clients comme fournisseurs.

Alors que les échanges croissants de la Géorgie avec le reste du monde ont témoigné de l'ouverture du pays, la hausse continue du déficit commercial a jeté une ombre sur ce processus. En parallèle, cette hausse des échanges s'est accompagnée d'un approfondissement des relations entretenues avec son grand voisin, la Russie.

Le commerce extérieur arménien est, lui aussi, structuré autour d'un fort déficit. En revanche, les relations avec la Russie, déterminantes pour le commerce extérieur mais aussi l'économie dans son ensemble, relèvent bien plus d'une fragilité alors que cette dernière a mis en place un embargo sur de nombreux produits importés depuis l'Arménie.

« *Deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes* »

Montesquieu, De l'esprit des lois, 1748, livre XX, chapitre II

Pour Montesquieu, cette dépendance mutuelle était la meilleure garantie d'entente. Deux siècles et demi plus tard, la formule garde sa part de vérité, mais l'année 2025 et le début de 2026 ont rappelé l'envers du *doux commerce* : lorsque la dépendance devient une vulnérabilité. Hausse des droits de douane, perturbations des routes commerciales, embargo, choc climatique : la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie ont mesuré ces derniers mois à qui elles sont liées, et à quel prix.

Turquie | Commerce extérieur : creusement du déficit commercial au premier semestre de 2026

Les échanges commerciaux de la Turquie ont atteint un nouveau record au premier semestre 2026, à 324,9 Mds USD, portés par une hausse simultanée des exportations et des importations. Les exportations ont progressé de 3,5 % en g.a. et ont atteint 136,0 Mds USD, tirées par les biens d'équipement, qui ont conforté leur rang de premier poste, et par les métaux, dont les ventes ont atteint leur plus haut niveau semestriel jamais enregistré. À l'inverse, les exportations de textiles et de véhicules destinés aux ménages ont reculé, vraisemblablement pénalisées par la perte de compétitivité de l'industrie turque. Les importations ont augmenté plus rapidement, de 4,2 % en g.a., et se sont élevées à 188,9 Mds USD, sous l'effet conjugué de la facture énergétique, des achats de biens d'équipement et d'une forte accélération des importations agroalimentaires liée à la sécheresse de 2025. Ces deux dynamiques ont conduit le déficit commercial turc à se creuser davantage, jusqu'à un niveau record de 53,0 Mds USD, en hausse de 6,1 % en g.a.

Les exportations ont connu une croissance modérée (+3,5 % en g.a. à 136,0 Mds USD)

Au S1 2026, les trois principaux postes d'exportations turques ont été les biens d'équipement (26,1 % du total ; 35,5 Mds USD), les métaux (12,8 % ; 17,3 Mds USD) et les produits agricoles et agroalimentaires (12,0 % ; 16,4 Mds USD)

- i) Les ventes des biens d'équipement ont augmenté de 6,9 % en g.a., atteignant 35,5 Mds USD, soit 26,1 % des exportations turques totales au S1 2026 (contre 25,3 % au S1 2025). Cette croissance est tirée par l'automobile utilitaire en premier lieu (4,4 Mds USD ; +11,7 % en g.a.), le matériel électrique pour les infrastructures et réseaux ensuite (2,2 Mds USD ; +12,0 % en g.a.). À l'inverse, les biens d'équipement ménagers reculent nettement (3,17 Mds USD ; -5,8 % en g.a.). Au total, l'UE concentre 43,5 % des exportations de biens d'équipement avec 17,0 Mds USD. L'Allemagne (11,7 % ; 4,2 Mds USD) est restée la principale destination des exportations de biens d'équipement, devant les États-Unis (8,0 % ; 2,8 Mds USD) et le Royaume-Uni (7,7 % ; 2,8 Mds USD) tandis que les ventes vers la Russie ont continué de diminuer ; elles se sont établies à 0,6 Md USD au S1 2026, contre 0,8 Md USD au S1 2025 (-25,6 % en g.a.). (cf. focus)
- ii) Les exportations de métaux ont progressé de 13,3 % en g.a. et ont atteint 17,3 Mds USD (contre 15,3 Mds USD au S1 2025), tirées en grande partie par un effet prix, couplé d'un effet volume conjoncturel dû report de flux commerciaux mondiaux vers la Turquie sous l'effet des tensions autour du détroit d'Ormuz. Les exportations étaient majoritairement dirigées vers l'UE (47,7 % des exportations du secteur ; 8,3 mds USD) et la Chine (5,5 % ; 1,0 Md USD).
- iii) Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires ont atteint 16,4 Mds USD au S1 2026, soit une croissance modeste de +3,0 % en g.a., qui recouvre des dynamiques contrastées selon les produits, entre effet météo et un effet prix compensatoire à la suite des mauvaises récoltes des années précédentes.
- iv) Les exportations de textiles ont reculé de 2,0 % en g.a., à 14,7 Mds USD (contre 15,0 Mds USD). Leur part dans les exportations totales a diminué, passant de 11,4 % à 10,8 %. Le secteur connaît une baisse de ses exportations depuis plusieurs années, en lien avec une perte de compétitivité (notamment avec la hausse des coûts de la main d'œuvre suite aux multiples hausses du salaire minimum et de la forte proportion des travailleurs turcs rémunérés à ce salaire).
- v) Les exportations d'or et de bijoux ont la plus importante contribution à la baisse de la croissance des exportations (-1,0 point), passant de 7,0 Mds USD au S1 2025 à 5,7 Mds USD au S1 2026. Cette baisse intervient à la suite de la mise en place d'un quota mensuel (12 tonnes) sur les importations d'or brut. Selon le président de l'Association des exportateurs de bijoux, ces quotas créent des écarts de prix entre le marché international et le marché turc, rendant les bijouteries turques moins compétitives à l'export.
- vi) Les ventes automobiles ont atteint 12,2 Mds USD, elles se sont contractées de 0,6 % par rapport au S1 2025 (qui avait connu une forte croissance de +10,4 % en g.a.) mais se maintiennent au-dessus du niveau des années précédentes.

Les débouchés connaissent des dynamiques contrastées selon les partenaires et sont dominés par l'UE. Cette dernière reste de loin le 1^{er} marché pour les exportations turques (43,5 % du total des exportations). Elles y ont atteint 59,2 Mds USD, en hausse de +2,6 % en g.a. (S1 2025 : 43,9 % ; 57,6 Mds USD)

Au sein de l'UE, l'Allemagne a conservé sa place de 1^{er} client européen et mondial de la Turquie (8,4 % des exportations turques ; 11,2 Mds USD ; +3,0 % en g.a). Les exportations vers l'Allemagne sont dominées par les biens d'équipement (4,2 Mds USD), l'automobile (1,7 Md USD) et le textile (1,5 Md USD). L'Italie s'est maintenue comme 2^e client européen (4^e mondial) de la Turquie avec une forte hausse de ses achats auprès du pays (+8,7 % en g.a). Cette croissance est portée par les achats de biens d'équipement, premier poste d'exportations turques vers l'Italie (+15,2 % en g.a ; 1,9 Md USD). La France a conservé sa place de 3^e client au sein de l'UE (5^e mondial), dépassant l'Irak. Les exportations à destination de la France ont fortement augmenté (+7,3 % en g.a ; 5,7 Mds USD), notamment grâce à l'augmentation des biens d'équipement (+19,0 % en g.a.), tandis que les ventes de textile ont reculé (-11,4 % en g.a).

Les Etats-Unis sont devenus le 2^e client mondial de la Turquie, dépassant le Royaume-Uni, grâce à une hausse notable des exportations (+8,2 % en g.a à 8,5 Mds USD). Celle-ci est soutenue par les ventes de biens d'équipement et de textile (respectivement : 2,8 Mds USD ; +17,7 % en g.a et 1,2 Md USD ; +4,8 % en g.a).

Les exportations vers la Russie poursuivent leur repli dans l'ensemble des secteurs, sauf l'agroalimentaire. Désormais 12^e client mondial, les exportations vers la Russie, enregistrées par les douanes turques, ont diminué de 4,1 % en g.a pour atteindre 3,1 Mds USD. Les exportations des biens à double usage ont-elles aussi diminuées (cf. focus).

Les importations ont plus augmenté que les exportations (+4,2 % en g.a. à 188,9 Mds USD)

L'énergie (37,5 Mds USD ; +5,6 % en g.a.) et les biens d'équipement (36,0 Mds USD ; +6,1 % en g.a.) constituent à eux seuls 38,8 % des importations du pays, avec majoritairement du pétrole et des machines de traitement automatique des données

- i) Au premier semestre, les importations sont dominées par celles du secteur de l'énergie, à 37,5 Mds USD, en croissance de 5,6 % en g.a (effet prix à la suite de la hausse des cours des hydrocarbures). Selon les douanes turques, elles étaient portées par les importations de pétrole et de résidus ferreux ; 36,3 % des importations de produits énergétiques provenaient de Russie, premier fournisseur officiel d'hydrocarbures de la Turquie (13,6 Mds USD). En revanche, 39,6 % des importations de ce secteur sont déclarées d'origine inconnue (la part des importations d'origine inconnue a augmenté depuis 2022).
- ii) Les achats de biens d'équipement ont progressé de 5,6 % en g.a (35,6 Mds USD). Majoritairement effectués auprès de l'UE (43,1 %), les biens d'équipement en provenance de cette zone reculent en g.a (15,5 Mds USD ; -0,1 % en g.a.) et en part totale (45,7 % au premier semestre 2025). Le deuxième fournisseur de biens d'équipement sur la période était la Chine (10,5 Mds USD au S1 2026 contre 9,6 Mds USD ; +10,3 % en g.a).
- iii) Les achats de produits pharmaceutiques et chimiques ont, dans la continuité de l'année 2025, affiché une dynamique soutenue, + 8,7 % en g.a. (25,2 Mds USD). Le segment pharmaceutique a porté cette croissance, +26,7 % en g.a. (3,6 Mds USD), portée notamment par les médicaments, produits hormonaux et immunologiques.
- iv) Les importations métallurgiques ont fortement augmenté (23,4 Mds USD et +23,4 % en g.a.). Quatrième secteur d'importations en valeur, il a le plus contribué à la croissance totale des importations (+2,4 points).
- v) Entre le S1 2025 et le S1 2026, les importations agroalimentaires ont accéléré (+13,4 % en g.a., à 15,7 Mds USD), tirées principalement par les céréales et oléagineux. Cette accélération a surtout résulté d'un choc de d'offre domestique plutôt que d'une progression de la demande : la sécheresse qui a frappé les principales régions céréalières turques en 2025 a fait chuter la récolte de blé d'environ 15 %, contraignant le pays à multiplier ses achats extérieurs pour sécuriser son approvisionnement et limiter les tensions sur les prix intérieurs.
- vi) Les importations automobiles et celles d'or et de bijoux ont reculé (respectivement : -10,2 % en g.a à 14,3 Mds USD ; - 15,0 % en g.a. à 12,3 Mds USD). Ce repli traduit le ralentissement de la consommation des ménages, les achats de véhicules et d'or présentant un caractère procyclique marqué en Turquie. Pour l'automobile, il reflète aussi la stratégie turque de réduction des importations massives de véhicules finis, au profit du développement de la production locale, notamment de véhicules électriques.

La structure par origine des importations de la Turquie est restée concentrée : ses trois principaux fournisseurs, la Chine, la Russie et l'Allemagne, totalisant 32,1 % des importations, contre 33,3 % au S1 2025, tandis que les produits « d'origine inconnue » représentent à eux seuls 7,9 % des achats totaux de la Turquie.

La Chine est restée le 1^{er} fournisseur avec 26,3 Mds USD d'exportations (+9,5 % en g.a.), couvrant 13,9 % des importations totales du pays. Outre les biens du secteur automobile (-32,0 % en g.a.), en recul à la suite de la mise en

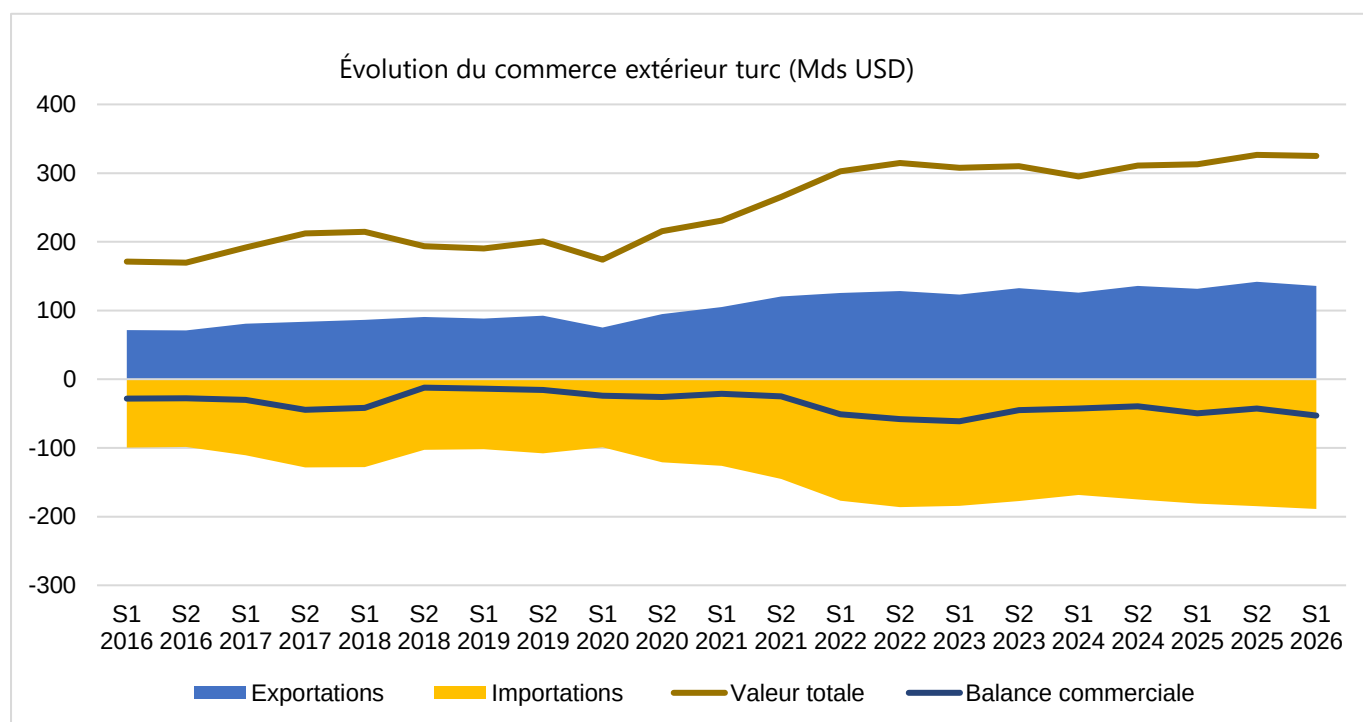
place de réglementations strictes pour freiner l'afflux de véhicules chinois, toutes les catégories de biens ont progressé, notamment les biens d'équipement (+10,3 % en g.a ; 10,5 Mds USD), les produits chimiques et pharmaceutiques (+16,0 % en g.a ; 3,9 Mds USD) et les produits électroniques (+13,0 % ; 3,6 Mds USD).

Les importations en provenance de la Russie ont diminué de 4,0 % en g.a (20,9 Mds USD, 2^e fournisseur). Cette diminution est portée par la baisse enregistrée par les douanes turques des achats énergétiques (-13,7 % en g.a ; 13,6 Mds USD, toujours premier poste des importations turques en provenance de Russie). En revanche, les produits métalliques et les produits agroalimentaires, deuxième et troisième poste d'importations, ont fortement augmenté, de respectivement +19,2 % en g.a (3,5 Mds USD) et +50,1 % en g.a. (2,2 Mds USD).

L'UE reste la principale zone d'achat de la Turquie (55,5 Mds USD ; 29,4 %). L'Allemagne, 1^{er} fournisseur européen, s'est maintenue au rang de 3^e mondial, malgré une forte baisse des achats de la Turquie (-8,2 % en g.a ; 13,5 Mds USD). Le secteur de l'automobile a connu le recul le plus marqué, -26,0 % en g.a, soit 2,9 Mds USD. Les importations d'Italie (2^e européen, 7^e mondial) et de France (3^e ; 8^e) ont toutes les deux chuté (respectivement -9,5 % en g.a à 7,2 Mds USD et -8,5 % en g.a. à 5,9 Mds USD).

Les achats en provenance des Etats-Unis ont fortement augmenté, +16,2 % en g.a, atteignant 9,6 Mds USD. Les principaux postes d'importations sont les produits chimiques et pharmaceutiques (2,15 Mds ; +12,2 % en g.a.), les biens d'équipement (1,7 Md ; +10,6 % en g.a.) et les produits énergétiques (1,4 Md ; +24,6 % en g.a.).

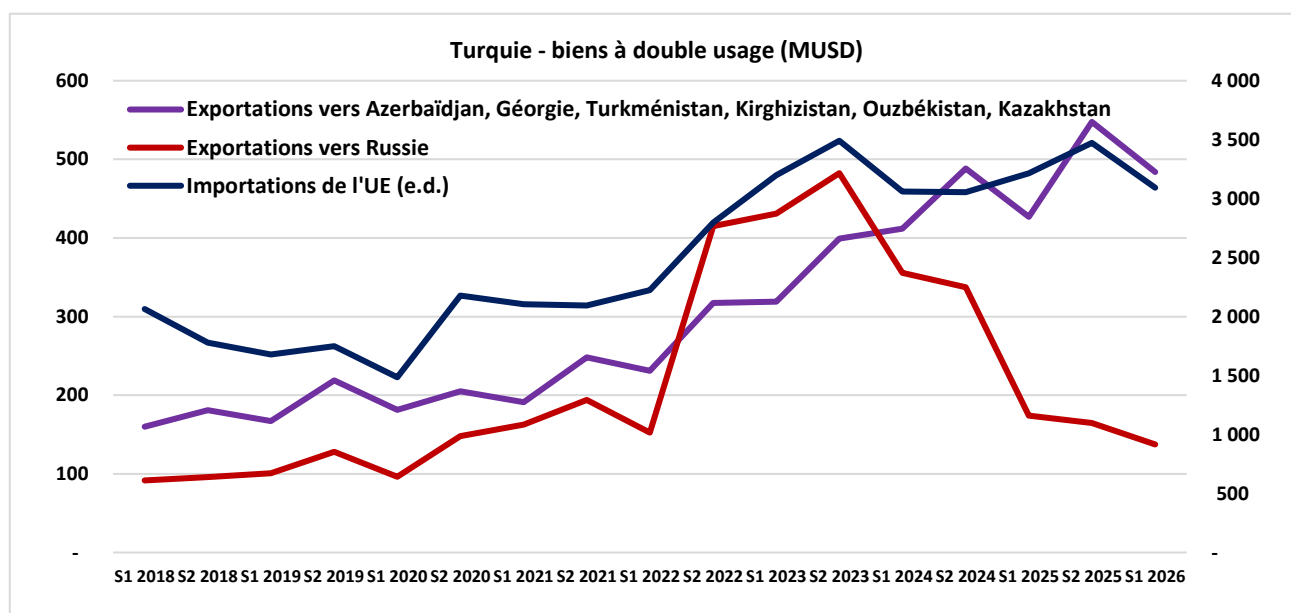
Fin juin 2026, le président de l'Assemblée des exportateurs turc (TIM) a réaffirmé l'objectif de 282 Mds USD d'exportations de biens pour 2026, conformément au Programme à moyen terme du gouvernement (OVP 2027-2029), qu'il a conditionné à un regain de compétitivité de l'économie turque. Le ministre du Commerce s'est quant à lui montré optimiste, anticipant l'accélération saisonnière habituelle des exportations au second semestre. L'augmentation des prix énergétiques et la hausse des importations agroalimentaires ont révélé la sensibilité du pays aux tensions géopolitiques et aux chocs météorologiques.



Focus : Les exportations directes de biens à double usage turcs vers la Russie refluent, mais des voies de contournement demeurent

Jusqu'en 2023, les exportations de biens à double usage (définies selon les listes [Common High Priority Items](#) et [Economically Critical Goods](#) de l'UE) depuis la Turquie vers la Russie avaient connu une augmentation considérable : de 357 MUSD en 2021 à 568 MUSD en 2022 (+59,1 % en g.a), puis 914 MUSD en 2023 (+60,9 % en g.a). Elles étaient notamment alimentées par les achats turcs de ces biens à l'Union européenne, passés de 4,2 Mds USD en 2021 à 6,7 Mds USD en 2023 (+59,4 %). **A partir de 2024, ces exportations ont commencé à refluer**, s'établissant à 693 MUSD en 2024 (-24,1 % en g.a), puis 339 MUSD en 2025 (-51,5 % en g.a.). **Cette baisse se poursuit au S1 2026 : les exportations turques vers la Russie de biens à double usage ont diminué de 21,0 % en g.a. sur la période à 138 MUSD.**

Cependant, une forte augmentation des exportations de biens à double usage vers des pays du Caucase et d'Asie centrale avait été observée (+25,4 % à 900,5 MUSD en 2024 ; +8,3 % à 975 MUSD en 2025) parallèlement au reflux des exportations de ces biens vers la Russie, ouvrant la possibilité d'un contournement des exportations vers la Russie via ces pays tiers. **Cette dynamique s'est confirmée au S1 2026, les exportations de biens turcs à double usage vers ces régions progressant de +13,3 % en g.a. à 484 MUSD.** Les importations turques de biens à double usage en provenance de l'UE, qui avaient progressé de +9,4 % en 2025 à 6,7 Mds USD, amorcent toutefois un repli au S1 2026 : -3,8 % en g.a. à 3,1 Mds USD.



Turquie | Commerce bilatéral : au premier semestre 2026, les échanges diminuent, l'excédent français avec

Selon les données des douanes françaises, les échanges de biens entre la France et la Turquie ont atteint 11,5 Mds EUR au premier semestre 2026, en recul de 5,2 % en glissement annuel (12,1 Mds EUR au S1 2025), avec pour cause la diminution simultanée des exportations (5,8 Mds EUR ; -6,8 % en g.a.) et des importations françaises (5,6 Mds EUR ; -3,5 % en g.a.). Le recul des exportations s'explique principalement par la baisse des ventes automobiles (1,1 Md EUR, -19,6 % en g.a.) et aéronautiques (1,1 Md EUR ; -16,3 % en g.a.), alors que le secteur des transports représente à lui seul 38,3 % des exportations françaises vers la Turquie. Concernant les importations, la baisse s'explique surtout par le recul, cette année encore, des achats de produits textiles (806 MEUR ; -11,8 % en g.a.) tandis que les achats automobiles se sont peu ou prou maintenus au niveau record de l'année passée (2,4 Mds EUR ; -0,6 % en g.a.). En conséquence, l'excédent commercial français a diminué (187 MEUR ; -54,3 % en g.a.).

Recul des exportations françaises vers la Turquie (-6,8 % en g.a. ; 5,8 Mds EUR)

Au 1^{er} semestre 2026, les exportations françaises vers la Turquie ont reculé à 5,8 Mds EUR, en baisse de 6,8 % en g.a. Ce mouvement a confirmé la tendance déjà observée en 2025, après cinq années de croissance (post-Covid) continue, les exportations françaises à destination de la Turquie ont commencé à reculer. Trois secteurs ont expliqué l'essentiel de cette baisse :

- (i) **Les ventes automobiles se sont repliées à 1,1 Md EUR** (-19,6 % en g.a. ; - 4,2 points), ne représentant plus que 18,5 % (contre 21,4 % au S1 2025) de la valeur des ventes de la France vers la Turquie (2^e poste d'exportations). Cette baisse est tirée par le recul des produits de la construction automobile (-29,5 % ; à 699 MEUR). En revanche, les exportations de pièces détachées ont augmenté de manière significative (+8,9 % ; à 376 MEUR). Cette disparité de trajectoire provient de la montée en gamme de l'industrie automobile turque, plus demandeuse en pièces détachées, pour lequel la France est un fournisseur important, mais donc moins demandeuse en produits finis. La baisse des importations de véhicules français s'est inscrite, plus globalement, dans une baisse des importations turques de véhicules. En revanche, la baisse françaises a été plus sévère que la baisse totale des importations turques depuis le reste du monde (-10,2 % en g.a.).

Principales contributions positives et négatives à l'évolution des exportations en g.a. (-6,8 %)	
Automobile	-4,2 pt
Aéronautique	-3,4 pt
Machines industrielles et agricoles	-2,0 pt
Produits pharmaceutiques	+1,1 pt
- (ii) **Les exportations du secteur aéronautique et spatial ont elles aussi reculé à 1,1 Md EUR** (-16,3 % en g.a ; -3,4 points), représentant ainsi 18,8 % (contre 20,9 % au S1 2025) des exportations vers la Turquie (1^{er} poste d'exportations). Alors que les compagnies aériennes Turkish Airlines et Pegasus Airlines ont un carnet de commande de respectivement 350 et 100 avions auprès d'Airbus (montant total de plus de 50 Mds USD), ce décrochage est expliqué par le ralentissement des livraisons du constructeur européen à la suite du démantèlement fin-2025 d'AeroSystem, sous - traitant américain historique d'Airbus et Boeing, qui a entraîné des difficultés de production. Au total, les exportations du secteur des transports, premier secteur d'exportations français vers la Turquie (38,3 % du total au S1 2026 contre 43,3 % au S1 2025), ont chuté de 17,6 % en g.a (-7,6 points de contribution au recul total). Au-delà du repli des exportations automobiles et aéronautiques, cette diminution est aussi due au repli des exportations de navires et bateaux à 34 MEUR (-41,7 %, contribution de -0,4 point à la décroissance) ; si ce poste est traditionnellement très volatil, cette diminution s'inscrit dans un recul des exportations françaises globales de navires et bateaux en glissement annuel (-68,6 % en g.a. ; à 732 MEUR).
- (iii) **Les exportations de machines industrielles et agricoles ont diminué à 529 MEUR** (-19,3 % en g.a., - 2,0 points), représentant ainsi 9,1 % (contre 10,5 % au S1 2025) des exportations françaises en Turquie. Cette contraction est tirée par les machines agricoles et forestières (-68,4 % en g.a., à 31,9 MEUR). D'après les données turques, ce mouvement n'était pas propre à la France : les importations turques de tracteurs et de machines agricoles ont fortement reculé, -49,9 % en g.a., tous fournisseurs confondus. Ce repli pourrait s'expliquer par un ralentissement de l'investissement agricole turc lié au contexte météorologique (mauvaises récoltes et mauvais résultats des années précédente), couplé au renforcement de la filière nationale, et à des dispositifs d'aide ciblés (prêts tracteurs à taux zéro ; subventions à la mécanisation, etc.).

À l'inverse, les exportations de produits pharmaceutiques enregistrent de bonnes performances : +36,1 % en g.a. (à 271 MEUR ; +1,1 point), majoritairement des vaccins et des médicaments (soit respectivement des hausses d'environ +30 et +20 MEUR en g.a.) et les produits textiles (+16,6 % en g.a., à 189 MEUR ; +0,4 point).

La France conserve, selon les douanes turques, son rang de 7e fournisseur de la Turquie, malgré un recul de la part de marché française en Turquie (3,1 % des importations turques au S1 2026, contre 3,6 % au S1 2025). Le poids de la Turquie dans les exportations françaises totales a également diminué, passant de 2,1 % au S1 2025 à 1,9 % au S1 2026. Selon les douanes françaises, la Turquie est le 11e client de la France, un rang stable depuis 2022.

Baisse des importations depuis la Turquie (-3,5 % en g.a. ; 5,6 Mds EUR)

Au 1^{er} semestre de 2026, les importations françaises depuis la Turquie ont reculé à 5,6 Mds EUR, en baisse de 3,5 % en g.a. (contre 5,8 Mds EUR ; S1 2025), mais demeurent toujours supérieures au S1 2024 (5,5 Mds EUR). Deux secteurs ont expliqué l'essentiel de cette diminution :

- (i) **Les importations dans le secteur des textiles, habillement, cuir et chaussures se sont contractées à 806 MEUR** (- 11,8 % en g.a. ; -1,9 point) représentant ainsi 14,3 % (contre 15,7 % au S1 2025 ; des importations totales depuis la Turquie. Deuxième poste d'achat français à la Turquie au S1 2026, cette baisse a le plus contribué à la diminution des importations totales. Elle s'inscrit dans une tendance de fond, les importations françaises de textiles turcs ayant diminué de façon continue depuis le S1 2023 (de 1,1 Md EUR à 806 MEUR aujourd'hui, soit une baisse totale de 24,5 % sur trois ans). Elle s'inscrit dans une tendance plus générale de recul des exportations textiles turques vers le monde (-18,0 % par rapport au record du S1 2022), en lien avec la dégradation de la compétitivité-prix du secteur.
- (ii) **Les achats de biens d'équipement ont fortement diminué à 836 MEUR** (-8,7 % en g.a. ; -1,4 point) représentant ainsi 16,2 % (contre 15,7 % au S1 2025) du total des achats français de Turquie. Tous les sous-secteurs sont touchés par cette diminution, en particulier les appareils électroménagers (-17,6 % en g.a. ; 154 MEUR) et les machines industrielles et agricoles (-4,2 % en g.a. ; 410 MEUR). Ces deux diminutions signalent un décrochage de la Turquie alors même que, sur la période, la France a enregistré des importations totales croissantes (respectivement +1,4 % et +2,3 % en g.a.) sur ces postes, en particulier face aux principaux fournisseurs concurrents (comme la Chine, +2,4 % et +13,1 % en g.a., et les pays de l'UE).

Principales contributions positives et négatives à l'évolution des importations en g.a. (-3,5 %)	
Textile	-1,9 pt
Biens d'équipement	-1,4 pt
Produits chimiques	+1,0 pt

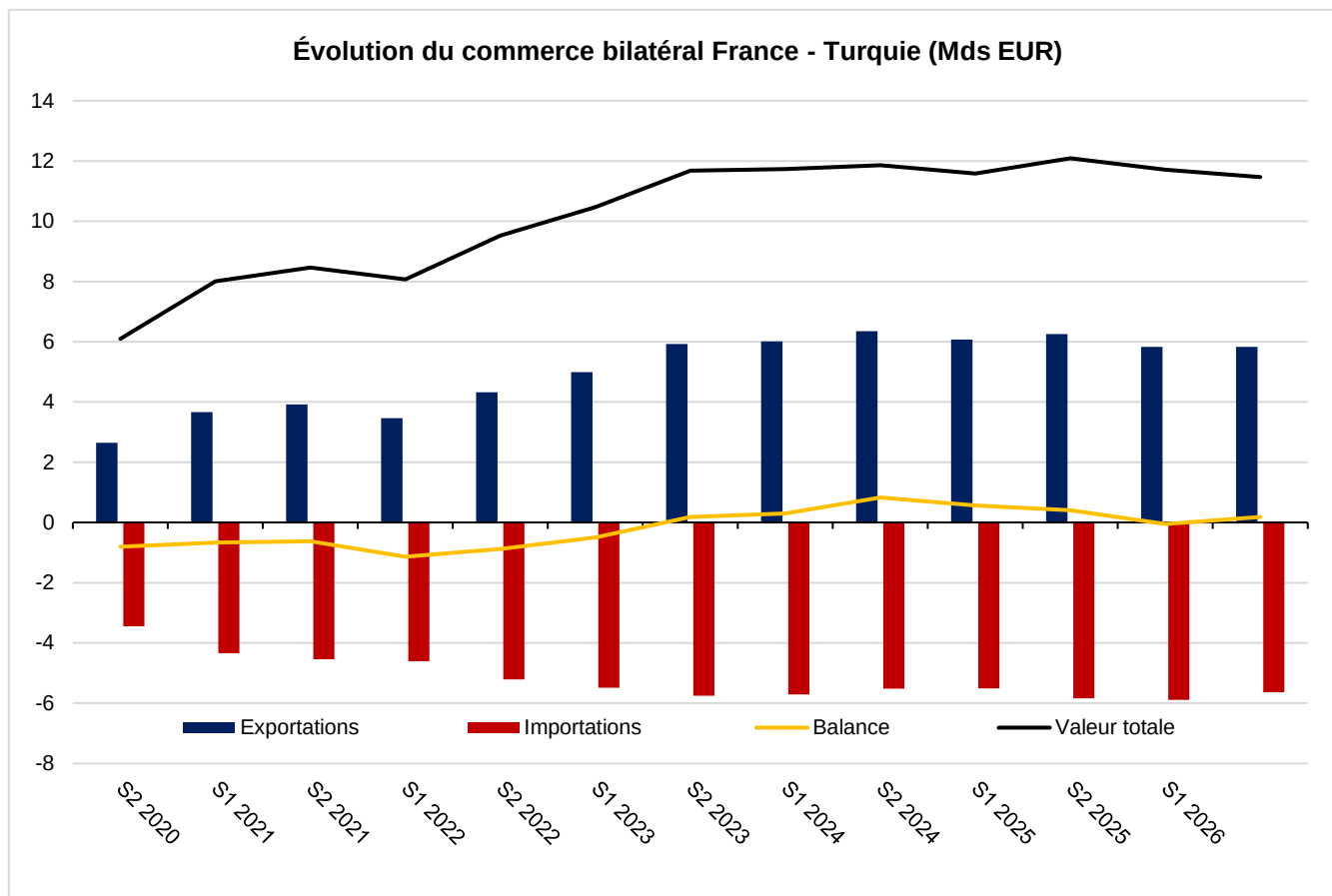
Les achats de produits chimiques, parfums et cosmétiques enregistrent la contribution positive la plus importante aux importations françaises depuis la Turquie (+1,0 point). Le secteur s'est élevé à 195 MEUR contre 139 MEUR au S1 2025 (3,5 % du total des importations du S1 2026 contre 2,4 % du S1 2025), en hausse de 40,2 % en g.a. notamment grâce à une hausse de 65,6 % en g.a., à 114 MEUR, des importations de matières plastiques (+0,7 point). Cette hausse est tirée par la très forte croissance des importations de polyéthylène téréphtalate (PET). Celles-ci connaissent deux types de perturbations expliquant cette baisse : (i) un impact logistique et économique direct dû au conflit entre l'Iran et les Etats Unis, et (ii) un cadre réglementaire strict (sanctions sur l'Iran) alors que, le commerce de ce type de plastique dépend massivement des voies maritimes du Moyen-Orient.

Les importations du secteur des matériels de transports n'ont augmenté que de 0,3 % en g.a. (41,8 % S1 2026 contre 40,3 % S1 2025 ; +0,1 point de contribution). Les achats automobiles ont atteint 2,4 Mds EUR, en très légère contraction (-0,6 % en g.a.), faisant suite à la très forte croissance du S1 2025 (+13,9 % en g.a. ; 2,2 Mds EUR). Malgré le léger recul, ces importations se maintiennent au-dessus du niveau des années précédentes (1,9 Md EUR au S1 2024 ; 2 Mds EUR au S1 2023). Aussi, la diminution du secteur automobile est légèrement compensée par la hausse des achats dans le secteur aéronautique et spatial (+20,9 % en g.a. ; 167 MEUR).

Au S1, la Turquie a maintenu sa place de 11^e fournisseur de la France, malgré un recul de la part de marché turque en France (1,5 % des importations françaises au S1 2026, contre 1,6 % au S1 2025). Cette évolution constitue une inflexion de la tendance des dernières années qui présentait une progression continue de cette part de marché (1,4 % S1 2022 ; 1,5 % S1 2023, 1,6 % S1 2024). La part de la France dans les exportations turques demeure cependant stable (4,2 %). Selon les douanes turques, la France s'est élevée au rang de 5^e client de la Turquie, dépassant l'Irak.

L'excédent commercial français a diminué (187 MEUR ; -54,3 % en g.a.) du fait de la décroissance plus importante des exportations françaises face à celle des importations turques.

Bien qu'excédentaire depuis 2023, la balance commerciale française souffre – au-delà d'effets conjoncturels imputables à la crise régionale – d'importants reculs dans les principaux secteurs exportateurs comme l'automobile et l'aéronautique. Ceci étant, la tendance semestrielle est principalement le reflet de deux dynamiques qu'il convient de distinguer : d'une part, le ralentissement temporaire des livraisons d'Airbus, en dépit d'un carnet de commande qui reste important côté turc, présage un rebond ultérieur des exportations du secteur ; d'autre part, le recul des exportations automobiles, qui, au-delà du ralentissement de la demande en Turquie, s'inscrit dans une tendance de fond, notamment portée par la montée en puissance de fournisseurs alternatifs – chinois, mais aussi, localement, turcs



Evolution de la composition des échanges bilatéraux (S1 2025 – S1 2026)

Données brutes estimées		S1 2025		S1 2026		Contribution à la croissance des échanges (pt de pourcentage)	
		M€	Poids	M€	Poids	Croissance	
TOTAL biens	Export	6 250	100,0%	5 826	100,0%	-6,8%	-6,8%
	Import	5 841	100,0%	5 639	100,0%	-3,5%	-3,5%
	Solde	409		187		-54,3%	-
Energie	Export	110	1,8%	126	2,2%	14,1%	0,2%
	Import	129	2,2%	60	1,1%	-53,3%	-1,2%
	Solde	-19		65			
Agroalimentaire	Export	245	3,9%	242	4,2%	-1,2%	0,0%
	Import	316	5,4%	283	5,0%	-10,4%	-0,6%
	Solde	-71		-41			
Agriculture	Export	50	0,8%	58	1,0%	15,6%	0,1%
	Import	35	0,6%	38	0,7%	9,6%	0,1%
	Solde	16		20			
Boissons	Export	19	0,3%	16	0,3%	-12,5%	0,0%
	Import	5	0,1%	5	0,1%	0,7%	0,0%
	Solde	13		11			
Produits IAA hors boissons	Export	176	2,8%	168	2,9%	-4,8%	-0,1%
	Import	276	4,7%	239	4,2%	-13,2%	-0,6%
	Solde	-100		-72			
Biens d'équipements	Export	1 266	20,3%	1 166	20,0%	-7,9%	-1,6%
	Import	916	15,7%	916	16,2%	0,0%	-1,4%
	Solde	350		250			
Matériels de transport	Export	2 707	43,3%	2 230	38,3%	-17,6%	-7,6%
	Import	2 352	40,3%	2 358	41,8%	0,3%	0,1%
	Solde	355		-129			
Aéronautique & spatial	Export	1 308	20,9%	1 095	18,8%	-16,3%	-3,4%
	Import	138	2,4%	167	3,0%	20,9%	0,5%
	Solde	1 170		928			
Automobile	Export	1 337	21,4%	1 075	18,5%	-19,6%	-4,2%
	Import	2 181	37,3%	2 169	38,5%	-0,6%	-0,2%
	Solde	-845		-1 094			
Navires et bateaux	Export	59	0,9%	34	0,6%	-41,7%	-0,4%
	Import	12	0,2%	4	0,1%	-63,5%	-0,1%
	Solde	47		30			
Autres produits industriels	Export	1 913	30,6%	2 057	35,3%	7,6%	2,3%
	Import	2 120	36,3%	2 095	37,1%	-1,2%	-0,4%
	Solde	-208		-38			
Textiles, habillement, cuir et chaussures	Export	162	2,6%	189	3,2%	16,6%	0,4%
	Import	915	15,7%	806	14,3%	-11,8%	-1,9%
	Solde	-752		-617			
Bois, papier et carton	Export	35	0,6%	35	0,6%	-1,9%	0,0%
	Import	62	1,1%	59	1,0%	-5,1%	-0,1%
	Solde	-27		-24			
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	Export	689	11,0%	710	12,2%	3,0%	0,3%
	Import	139	2,4%	195	3,5%	40,2%	1,0%
	Solde	550		515			
Produits pharmaceutiques	Export	199	3,2%	271	4,6%	36,1%	1,1%
	Import	32	0,5%	26	0,5%	-18,8%	-0,1%
	Solde	167		245			
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	Export	250	4,0%	254	4,4%	1,6%	0,1%
	Import	390	6,7%	389	6,9%	-0,2%	0,0%
	Solde	-139		-135			
Produits métallurgiques et produits métalliques	Export	486	7,8%	491	8,4%	1,0%	0,1%
	Import	435	7,4%	461	8,2%	6,0%	0,4%
	Solde	51		30			
Produits manufacturés divers	Export	90	1,4%	107	1,8%	18,6%	0,3%
	Import	148	2,5%	159	2,8%	7,0%	0,2%
	Solde	-58		-51			
Produits Divers	Export	8	0,1%	6	0,1%	-33,6%	0,0%
	Import	7	0,1%	7	0,1%	-6,4%	0,0%
	Solde	1		-1			

Azerbaïdjan | Des échanges concentrés autour des hydrocarbures

Le commerce extérieur de l'Azerbaïdjan a atteint 49,4 Mds USD en 2025, en hausse de 3,8 % par rapport à 2024. Les exportations ont diminué à 25 Mds USD (-5,7 % en g.a.). Principalement à destination de l'Europe et de la Turquie, les hydrocarbures représentaient près de 90 % des exportations en 2025. Les importations se sont, quant à elles, établies à 24,4 Mds USD (+15,8 % en g.a.). Cette hausse est notamment portée par les achats à la Chine, désormais le premier fournisseur du pays, devant la Russie et la Turquie, qui ont continué de progresser à un rythme important (+30,2 %). En 2025, du fait de cette disparité de dynamique entre les exportations et les importations, l'Azerbaïdjan enregistrait un excédent commercial de seulement 666 MUSD, contre 5,5 Mds USD un an auparavant. Concernant les échanges avec la France, les exportations françaises vers l'Azerbaïdjan ont fortement progressé en 2025 (+79,7 %), permettant à la France d'enregistrer un excédent commercial de près de 100 M EUR sur la période.

Les exportations azerbaïdjanaises sont portées par les hydrocarbures

Reflet du poids de l'exploitation pétro-gazière dans le développement économique de l'Azerbaïdjan, les hydrocarbures ont représenté 86 % des exportations du pays en 2025, soit 21,5 Mds USD (contre 89 % en 2024). Au premier semestre 2026, les exportations d'hydrocarbures azerbaïdjanais, échangées principalement par voie terrestre en direction de l'Europe, n'auraient été que peu exposées aux perturbations des routes logistiques régionales provoquées par la crise au Moyen-Orient.

En 2025, 23,4 Mt de pétrole, ont été exportées en 2025 pour une valeur de 12,1 Mds USD (soit 83,4 % de la production locale), principalement via l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). L'Italie était le principal client du secteur pétrolier azerbaïdjanais, représentant plus de la moitié de ces exportations (13,1 Mt ; 6,7 Mds USD), en hausse par rapport à 2024. La République tchèque (1,4 Mt), la Croatie (1,3 Mt), la Roumanie (1,1 Mt), l'Allemagne (1 Mt), le Portugal (0,8 Mt) et la Grèce (0,7 Mt) ont également compté parmi les principaux clients du pétrole azerbaïdjanais. La France n'a quant à elle acheté que 0,3 Mt de pétrole au pays.

En parallèle, 25,2 Mds de m³ de gaz, ont été exportées en 2025 pour une valeur de 8,8 Mds USD (soit la moitié de la production azerbaïdjanaise). L'Union européenne s'est classée au premier rang des clients du gaz azerbaïdjanais avec l'achat de 12,8 Mds de m³ (4,4 Mds USD) – Italie (9,5 Mds de m³ ; 3,3 Mds USD), Bulgarie (1,9 Md de m³ ; 0,6 Md USD), Grèce (1,1 Md de m³ ; 0,3 Md USD) – devant la Turquie (9,6 Mds de m³ ; 3,5 Mds USD) et la Géorgie (2,3 Mds de m³ ; 0,8 Md USD). Cette prédominance des pays de l'UE a notamment été favorisée par l'entrée en service du *gazoduc trans-adriatique (TAP)* fin 2020 et par la signature en 2022 d'un accord prévoyant une hausse de +150 % des livraisons azerbaïdjanaises d'ici 2027, soit de 8 à 20 Mds de m³ par an.

Les exportations hors hydrocarbures ont progressé pour leur part de 8,1 % en g.a. en 2025, à 3,6 Mds USD, soutenues par la vente de produits agricoles et agroalimentaires (1,2 Md USD ; +18,4 %). Dans le détail, les tomates (192,5 M USD) ont constitué le premier poste d'exportation agricoles devant les fruits à coque (174,4 M USD), la fibre de coton (159,5 M USD), les fruits à noyau (144,7 M USD) et les kakis (144,2 M USD). Autres postes importants, les exportations d'or et d'urée se sont élevées à 326 M USD et 170,8 M USD, respectivement.

La Chine, la Russie et la Turquie sont les principaux fournisseurs de l'Azerbaïdjan

Les échanges commerciaux entre l'Azerbaïdjan et la Chine ont continué de progresser à un rythme soutenu en 2025 (+30,2 % ; à 4,8 Mds USD) porté par la hausse des importations depuis la Chine, premier fournisseur de Bakou avec une part de marché de près de 20 %, alors que les exportations azerbaïdjanaises vers le marché chinois sont quasiment nulles. Les importations en provenance de Chine étaient majoritairement composées de véhicules automobiles (1,2 Md USD), de téléphones (443 M USD) et d'ordinateurs (121 M USD). En 2026, la fermeture du détroit d'Ormuz, conjuguée à l'expiration fin 2025 du régime azerbaïdjanais d'exonération de TVA sur les véhicules hybrides, devrait peser sur l'importation de voitures en provenance de la Chine.

Si la Russie a perdu sa place de premier fournisseur de l'Azerbaïdjan en 2024, elle demeure néanmoins un partenaire commercial essentiel de Bakou, conservant des positions solides sur le pétrole, l'or, l'acier, le bois et les céréales, principalement le blé (de 50 à 75 % des importations azerbaïdjanaises selon les années). En sens inverse, la Russie est – de très loin – le premier client des fruits et légumes azerbaïdjanais (concentrant près de 75% des exportations du secteur). Au total, le commerce russo-azerbaïdjanais s'est élevé à 4,9 Mds USD en 2025, en hausse de 2,5 % en g.a., dont 3,7 Mds USD d'importations depuis la Russie (+3,2 %).

Troisième fournisseur de l'Azerbaïdjan, la Turquie est pour sa part un pourvoyeur important d'appareils électroménagers (300 MUSD), d'équipements électriques (200 MUSD), d'ouvrages métalliques (fonte, fer, acier) (170 MUSD), de matières plastiques (170 MUSD), de produits pharmaceutiques (137 MUSD) et de métaux précieux (116 MUSD). Confrontée toutefois à une concurrence de plus en plus forte, notamment des produits chinois, les exportations turques vers l'Azerbaïdjan ont reculé de 11,6 % en 2025, à 2,3 Mds USD.

Classement des principaux fournisseurs de l'Azerbaïdjan en 2025

Pays	Importations (M USD)	Part de marché (%)
1 - Chine	4 790	19,6 %
2 - Russie	3 736	15,3 %
3 - Turquie	2 343	9,6 %
4 - États-Unis	1 495	6,1 %
5 - Suisse	1 293	5,3 %
6 - Australie	895	3,7 %
7 - Allemagne	826	3,4 %
8 - Royaume-Uni	798	3,3 %
9 - Ouzbékistan	719	3 %
10 - Iran	624	2,6 %
Autres pays	6 861	28,1 %
Total	24 380	100,0%

Source : Comité d'État des Douanes de la République d'Azerbaïdjan

La France a enregistré un excédent commercial de près de 100 M EUR en 2025 en Azerbaïdjan

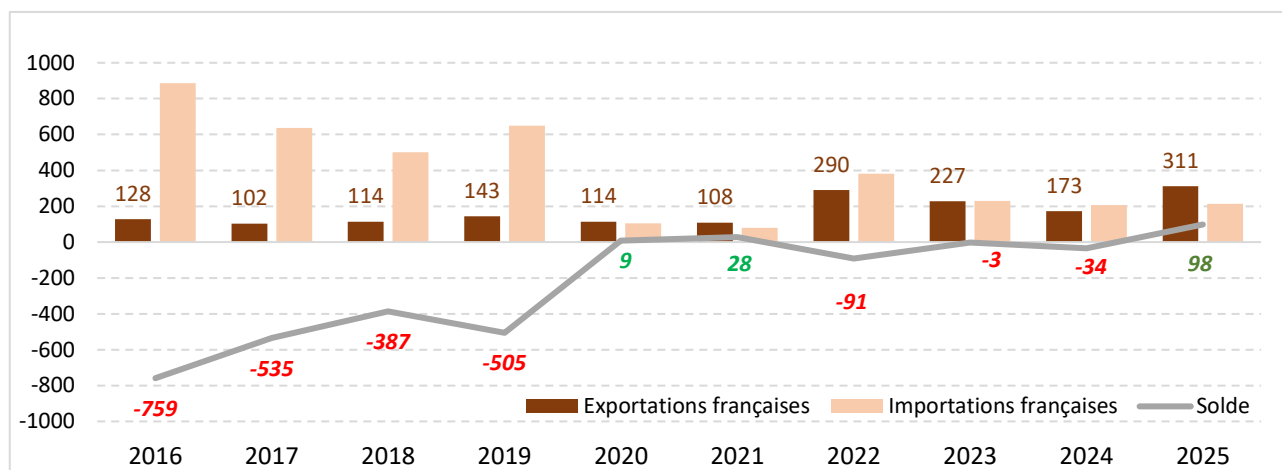
Les exportations françaises vers l'Azerbaïdjan ont fortement progressé en 2025 (+79,7 % en g.a.), à 311,2 MEUR. Cette hausse s'explique en grande partie par la hausse des ventes de matériels de transport, après une année 2024 en berne (149,1 M EUR en 2025 contre 6,5 M EUR l'année précédente). Les produits chimiques, parfums et cosmétiques ont constitué le deuxième poste d'exportations françaises (71,5 M EUR ; -1,8 % en g.a.), devant les machines industrielles et agricoles (19,7 M EUR ; -19,9 %), les produits pharmaceutiques (13,6 M EUR ; -3%) et les produits des industries agroalimentaires (12,8 M EUR ; -9,7 %). Selon le Service des douanes azerbaïdjanaises, la France était le 21^{ème} fournisseur de l'Azerbaïdjan en 2025 avec 1,1 % de part de marché. Du point de vue français, l'Azerbaïdjan reste un client secondaire (87^{ème} acheteur en 2025).

Les importations françaises depuis l'Azerbaïdjan ont augmenté en 2025 (+2,6 % en g.a.) à 212,9 MEUR. Ces importations sont presque intégralement constituées de pétrole brut (à 97 %). Avec le déclenchement de la guerre en Ukraine l'année 2022 avait été marquée par un fort rebond des achats français d'hydrocarbures azerbaïdjanais (380,6 MEUR), suivi de plusieurs années de baisse tendancielle (230 MEUR en 2023, 207 MEUR en 2024). La légère hausse enregistrée en 2025 a rompu avec cette tendance (cf. graphique). Sur les six premiers mois de 2026, les échanges commerciaux bilatéraux ont progressé de 135,9 % en g.a., à 197 M EUR, portés par la forte hausse des importations d'hydrocarbures azerbaïdjanais (118,4 M EUR).

Souvent en déficit vis-à-vis de l'Azerbaïdjan, le déficit commercial français s'est mué en excédent en 2025, à 98,3 MEUR (contre -34,5 M EUR en 2024), conséquence de la forte progression des exportations françaises vers le pays.

En 2025, les exportations et les importations de l'Azerbaïdjan ont évolué de façon hétérogènes, affaiblissant l'excédent commercial du pays qui est tombé à 666 MUSD. Concernant les exportations, elles étaient majoritairement composées d'hydrocarbures à destination de l'UE. En revanche, concernant les importations, la Chine a renforcé sa place de premier fournisseur, concentrant près d'un cinquième des achats de l'Azerbaïdjan à l'extérieur, notamment grâce aux importantes importations de véhicules chinois. La France a quant à elle enregistré un excédent commercial de près de 100 MEUR en 2025, porté par la progression des ventes françaises en Azerbaïdjan.

Evolution sur 10 ans des échanges commerciaux entre la France et l'Azerbaïdjan (M EUR)



Source : Douanes françaises

Géorgie | Renforcement du déficit malgré la hausse des exportations

Depuis plusieurs années, la Géorgie affiche une dynamique commerciale extérieure solide notamment grâce à des exportations en croissance continue depuis cinq ans. En 2025, ces dernières s'élèvent à 7,3 Mds USD tandis que les importations culminent à 18,6 Mds USD. Sa balance commerciale demeure donc largement déficitaire tandis que le commerce extérieur représente 17,9 % du PIB géorgien. Le pays a bénéficié de la réorganisation des routes commerciales depuis 2022, lui permettant de développer ses exportations et renforcer son commerce extérieur, se positionnant comme plateforme de réexportation régionale. L'Union européenne reste l'un de ses principaux partenaires même si les relations commerciales avec la Russie s'approfondissent ces dernières années. La relation commerciale avec la France reste, quant à elle, modeste.

Un commerce extérieur en hausse mais structurellement déficitaire

Au premier semestre 2026, la Géorgie a surtout échangé avec les grandes économies mondiales. L'Union européenne demeure le premier partenaire commercial du pays (2,6 Mds USD soit 20,3 % des échanges) suivi de la Turquie (1,7 Mds USD, 12,8 %), de la Russie (1,53 Mds USD, 11,7 %), de la Chine (1,5 Md USD, 11,5 %) et des Etats-Unis (1,2 Mds USD, 8,8 %). La Géorgie a principalement importé depuis la Turquie (1,6 Mds USD), la Russie (1,38 Mds USD) et la Chine (1,3 Mds USD), et les principaux marchés d'exportations étaient le Kirghizistan (521,2 MUSD), la Chine (493 MUSD) et la Russie (437,5 MUSD).

Au premier semestre 2026, les échanges commerciaux géorgiens étaient dominés par la (ré)exportation de voitures individuelles (2,0 Mds USD d'importations et 1,2 Md USD d'exportations au S1 2026), principal bien (re)exporté par le pays. Les boissons, spiritueux et vinaigres (519,8 MUSD), les minerais, scories et cendres (356,3 MUSD) et le fer et acier (196,0 MUSD) comptaient aussi parmi les principaux postes à l'export.

Le premier semestre 2026 a néanmoins été marqué par une multiplication par 7,5 en glissement annuel des exportations de combustibles et huiles minérales, qui constituaient le deuxième poste d'exportation sur la période (493,0 MUSD), à la suite de la mise en opération de la raffinerie de Kulevi (cependant celle-ci a été désignée le 23 juillet 2026 dans le 21^e paquet de sanction de l'Union européenne à l'encontre la Russie avec une application différée au 25 janvier 2027, ce qui devrait modifier la dynamique observée dans le futur).

Après avoir affiché un déficit commercial de 11,3 Mds USD en 2025, la balance commerciale demeurait déficitaire au premier semestre 2026. Le déficit commercial a continué de se creuser au S1 2026 à 5,3 Mds USD (9,1 Mds USD d'importations et 3,9 Mds USD d'exportations).

Un approfondissement de la relation commerciale avec la Russie

Si la Russie était déjà l'un des principaux partenaires commerciaux de la Géorgie, cette relation s'est nettement approfondie depuis 2022. Les importations depuis la Russie ont fortement augmenté depuis 2022 (cf. graphique 1), notamment les importations de pétrole russe, passant de 224,7k tonnes en 2021 (17,7% des importations de pétrole) à 693,6k tonnes en 2025 (38,34%). La même dynamique s'observe pour le gaz pétrolier (cf. graphique 2) dont les importations sont passées de 47,8 MUSD en 2020 (15,2% du total) à 519,5 MUSD en 2024 (42,5%).

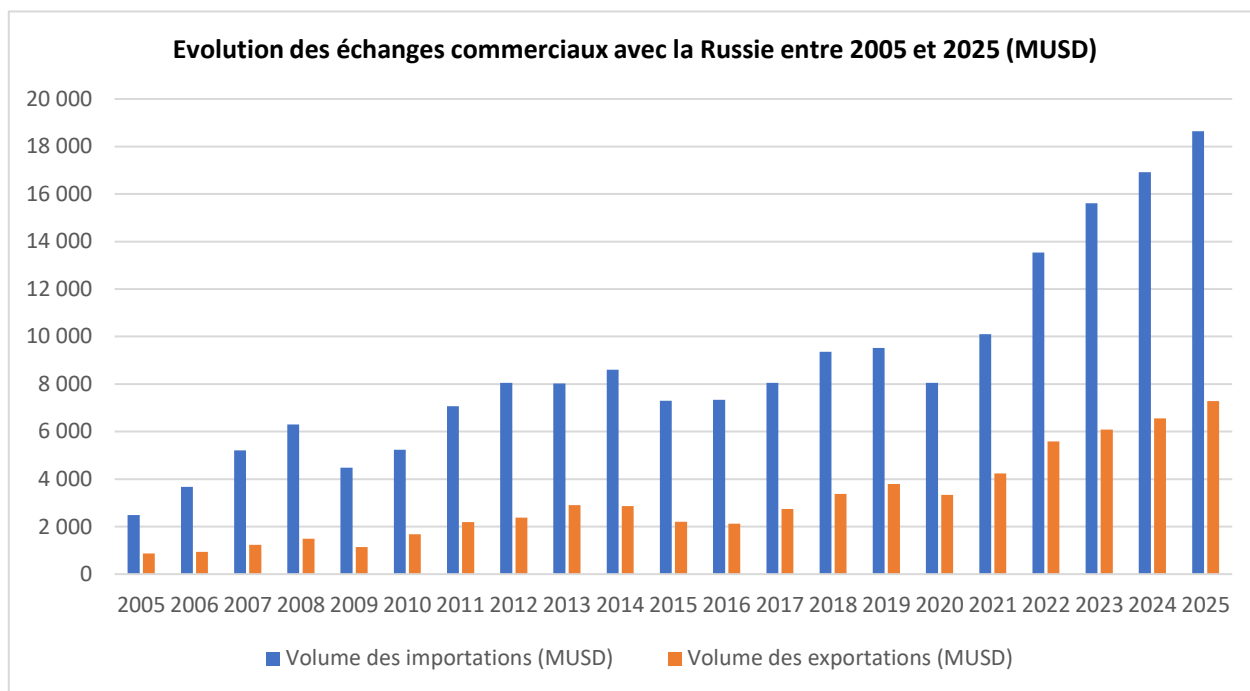
Au S1 2026, les importations ont continué à s'intensifier avec une augmentation de 26 % en g.a. passant de 952 MUSD à 1,2 Md USD. Cette progression s'explique notamment par les importations de pétrole brut russe destinées à la raffinerie de Kulevi, inexistantes début 2025, et qui ont atteint 202 MUSD au S1 2026 avant d'être suspendues, à la suite des sanctions européennes. La Géorgie reste également dépendante de la Russie pour son approvisionnement agricole, en céréales et huiles notamment (98,9% des importations de blé, méteil et de farines provenaient de la Russie en 2025 tandis que cette proportion atteint 95,3% pour l'huile de tournesol).

Les exportations de véhicules en provenance de Géorgie vers le Kazakhstan et le Kirghizistan ont fortement augmenté, passant respectivement de 23,5 MUSD et 17,7 MUSD en 2021 à 784,5 MUSD et 1,4 Md USD en 2025, représentant désormais plus de 30 % des exportations totales géorgiennes. La majorité de ces véhicules sont destinés à alimenter le marché russe (faisant de facto la Russie le premier partenaire commercial de la Géorgie).

Un commerce bilatéral France – Géorgie en hausse, mais qui reste faible

Le commerce bilatéral franco-géorgien a atteint 380,1 MEUR en 2025 (+8,4% en un an). Les échanges bilatéraux avec la France représentaient ainsi seulement 1,5 % des échanges de la Géorgie. La France était le 11^{ème} fournisseur du pays et 4^{ème} partenaire européen, avec 313,7 MEUR d'exportations (+9,6 % g.a), majoritairement des produits pharmaceutiques (21,0 %), cosmétiques (15,2 %), chimiques (13,4 %), laitiers ou alimentaires divers (13,3 %). Les importations de produits géorgiens atteignaient, quant à elles, 66,4 MEUR en 2025 (+3,0 % g.a), principalement des produits à base de fruits et légumes (24,4 %), des articles d'habillement (14,7 %) ou des appareils ménagers (13,0%).

Le commerce extérieur géorgien continue de progresser, mais reste marqué par un déficit commercial persistant. Au premier semestre 2026, l'Union européenne demeure le premier partenaire commercial du pays, tandis que les échanges avec la Russie se sont nettement approfondis depuis 2022, notamment via les importations de pétrole et agroalimentaires. La relation commerciale avec la France reste pour sa part modeste.



Source : Geostat

Arménie | Les échanges structurés autour du déficit et du poids de la Russie

Le commerce extérieur de l'Arménie est caractérisé par un déficit commercial important, à -2,7 Mds USD au premier semestre 2026, alors que le montant total des échanges s'élève à 9,5 Mds USD, et par une relation commerciale importante avec la Russie. Les limites de cette relation se sont illustrées avec les récentes restrictions imposées depuis début mai par les autorités russes sur les produits agroalimentaires exportés par les producteurs arméniens. Le gouvernement arménien, contraint d'engager une diversification de ses partenariats commerciaux, ambitionne de tirer profit de cette crise pour se rapprocher de l'Union européenne et assurer une plus grande autonomie vis-à-vis de ce partenaire historique. Dans ce contexte, la relation commerciale bilatérale avec la France, bien qu'encore modeste, tend à se renforcer.

Un commerce extérieur déficitaire caractérisé par des liens forts avec la Russie

En 2025 le pays avait exporté pour 8,3 Mds USD et importé pour 13,0 Mds USD de biens. Les exportations ont fortement reculé en glissement annuel (-36,4 % en g.a.), retrouvant le niveau de 2023 (contre environ 13 Mds USD en 2024). Les principaux biens exportés par l'Arménie en 2025 étaient les articles de bijouterie (1,1 Md USD), les appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie (899,1 MUSD) ainsi que les minerais de cuivre et leurs concentrés (664,8 MUSD). Les importations ont, elles aussi, fortement reculé (- 24,3 % en g.a) pour retomber à un niveau proche de celui de 2023 (contre environ 17 Mds USD en 2024). Les principaux biens importés étaient l'or (2,3 Mds USD), les appareils électroniques de télégraphie (1,1 Md USD), les véhicules à moteur (652,9 MUSD) et le gaz de pétrole (575,5 MUSD), importé en grande partie depuis la Russie. Au premier semestre, les échanges commerciaux de l'Arménie se sont élevés à 9,5 Mds USD. Selon les données arméniennes, les exportations se sont élevées à 3,4 Mds USD tandis que les importations ont culminé à 6,1 Mds USD sur le semestre.

Depuis 2020 le pays voit son déficit commercial se creuser, atteignant - 2,7 Mds USD au S1 2026. Malgré un léger rebond en 2024, le déficit du pays a continué de se creuser en 2025, atteignant son maximum à - 4,7 Mds USD à 15,9 % du PIB (contre 3,9 Mds USD en 2024 et 15,2 % du PIB). Cette évolution découle notamment de la fin des (ré)exportations d'or provenant de la Russie en 2025, en majorité vers les EAU. Ces exportations ont fortement diminué entre 2024 et 2025, passant de 5,3 Mds USD à 2,1 Mds USD, et ne s'élevant qu'à 280 MUSD au S1 2026.

L'Arménie entretient des relations commerciales relativement fortes avec la Russie, son premier partenaire commercial. Le pays dominait les échanges extérieurs de l'Arménie avec 6,7 Mds USD d'échanges bilatéraux en 2025 (soit 31,4 % des échanges totaux de l'Arménie) puis 2,6 Mds USD au premier semestre 2026 (27,3 %). Deuxième et troisième partenaires commerciaux, la Chine (1,5 Mds USD au S1 2026) et le Vietnam (591,3 MUSD) concentraient des parts de marché importantes mais relativement en deçà de celle de la Russie, atteignant respectivement 15,7 % et 6,2 % du commerce extérieur total de l'Arménie. En comparaison, les échanges avec les pays de l'UE restaient très modestes au S1 2026, avec l'Allemagne comme premier partenaire commercial européen (289,5 MUSD, 3,0 %) devant l'Italie (229,1 MUSD, 2,4 %).

De plus, les relations commerciales avec la Russie sont concentrées dans les secteurs stratégiques. Cette tendance est particulièrement marquée sur le plan agricole, la quasi-totalité du blé et de l'huile de tournesol importés provenait de Russie. Sur le plan énergétique, 60 % du pétrole et 85 % du gaz sont importés depuis la Russie.

Les échanges commerciaux entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, historiquement inexistant du fait du conflit, ont amorcé une réouverture progressive. Celle-ci s'est d'abord traduite par des livraisons d'essence azerbaïdjanaise dès décembre 2025, suivies d'environ 45 000 tonnes de fret transportés via l'Azerbaïdjan mi-2026 (principalement des produits agro-alimentaires en provenance d'Asie centrale). Une relation commerciale directe entre les deux pays a été initiée en septembre 2026, marquée par des achats croisés de biens entre entreprises arméniennes et azerbaïdjanaises. En parallèle, la Turquie a également achevé le 11 mai 2026 les préparatifs administratifs permettant de reprendre officiellement le commerce direct avec l'Arménie (formalisant des échanges qui existaient déjà indirectement en passant par la Géorgie).

Les exportations et les importations impactées par l'embargo russe sur les produits agroalimentaires

L'économie arménienne, fortement dépendante du marché russe pour ses exportations agroalimentaires, subit l'impact des restrictions mises en place par Moscou. La Russie a instauré, un embargo sur certains produits arméniens

depuis mai 2026, progressivement étendu à une grande partie des produits agroalimentaires. Ce marché à l'export est crucial pour les producteurs arméniens, les exportations agricoles vers la Russie ayant représenté plus de 700 MUSD en 2025. Les secteurs les plus touchés sont (i) les produits soumis à quarantaine, tous concernés par les restrictions alors que les producteurs arméniens en ont exporté pour 295,3 MUSD en 2025 vers la Russie (93 % des exportations du secteur), (ii) la production piscicole, soit 9,8 Kt en 2025 vendu à la Russie (98 % des exportations du secteur) et (iii) les exportations de fleurs (50 MUSD d'exportations en Russie en 2025). Cet embargo a directement pesé sur l'ensemble des exportations arméniennes vers la Russie, qui ont reculé de 16% en juillet 2026 par rapport à juillet 2025, pour s'établir à 594,3 MUSD.

Les restrictions ont poussé les producteurs arméniens à diversifier leurs marchés à l'export, notamment vers l'Union européenne et le Moyen-Orient. Au premier semestre 2026, les exportations arméniennes vers l'UE ont ainsi atteint 516 MUSD, en hausse de plus de 80 % par rapport à la même période en 2025. L'Union européenne a dans ce contexte apporté une aide de 50 MEUR pour compenser les pertes des producteurs arméniens et financer une partie des frais logistiques vers de nouveaux marchés. De plus, le Conseil de l'UE a approuvé des mesures temporaires de libéralisation commerciale d'une durée de 2 ans avec une suppression des droits de douane sur 80% des exportations arméniennes vers l'UE, y compris certains produits agricoles jusqu'ici soumis à des quotas tarifaires.

La Russie a également menacé de mettre fin aux accords tarifaires sur le gaz et le pétrole, poussant Erevan à initier une diversification de ses importations d'énergie. En effet, la Russie fournit pour l'instant du gaz naturel à un tarif préférentiel de 165 USD pour 1000 m³ à l'Arménie, contre un prix pouvant atteindre 633 USD en Europe. En réponse, des discussions avec l'Iran ont eu lieu pour approfondir la coopération en matière énergétique, les pays ont d'ailleurs convenu de doubler à terme les échanges dans le cadre de leur accord de troc de gaz contre de l'électricité.

Des échanges bilatéraux Arménie-France modestes mais qui devraient continuer de croître

Si la relation politique franco-arménienne s'est nettement approfondie ces dernières années, les échanges commerciaux entre les deux pays demeurent encore modestes. La France se classe à la 14^{ème} position des partenaires commerciaux de l'Arménie, avec 142,1 MUSD d'échanges (1,5% du total) au premier semestre 2026. Ce niveau, bien que faible, est en progression de 27 % par rapport au premier semestre 2025 (111,9 MUSD). La balance commerciale bilatérale française est structurellement excédentaire à 145,7 MEUR en 2025. Les exportations françaises vers l'Arménie en 2025 sont dominées par le matériel optique (17,6%), les éléments en métal pour la construction (11,7%) et les produits chimiques (9,8%) ; les métaux non-ferreux (24,6%), les articles d'habillement (19,3%) et les minerais métalliques (17,6%) représentent la majorité des importations.

La visite d'Etat du Président Emmanuel Macron en mai 2026 a marqué une nouvelle étape dans la relation bilatérale avec la signature d'un partenariat stratégique et de plusieurs accords de coopération. Ceux-ci visent à approfondir les échanges économiques dans des secteurs stratégiques, notamment la défense, les infrastructures, l'intelligence artificielle, la cybersécurité et les semi-conducteurs.

Le commerce extérieur arménien reste marqué par une forte dépendance à la Russie, qu'Erevan cherche à réduire sous l'effet des restrictions commerciales russes et de sa volonté politique de se rapprocher de l'Union européenne. Cette diversification reste pour l'heure limitée en volume, même si elle progresse, comme en témoignent la hausse des exportations vers l'UE et le développement, encore modeste mais en nette croissance, de la relation commerciale avec la France. À court terme, la trajectoire de l'Arménie dépendra largement de sa capacité à consolider ces nouveaux débouchés, notamment vers l'UE et le Moyen-Orient, tout en continuant de réduire sa dépendance énergétique persistante à la Russie.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Turquie

Economie			Démographie & Développement		
Indicateur	Donnée	Date	Indicateur	Donnée	Date
PIB (Mds USD)	1602	2025	Population (Million)	86,9	2025
Croissance du PIB	2,5%	T1 2026	Âge médian	34,9	2025
Chômage	7,8%	aout-2026	Espérance de vie (ans)	77,3	2025
Dette publique (% PIB)	23,5%	2025	IDH	0,86	2022
Inflation (g.a)	29,7%	sept.-25	Indice de Gini	0,44	2023
Balance budgétaire (% PIB)	-3,6%	2025			
Solde commercial (Mds USD)	-53,0	2025			

Azerbaïdjan

Economie			Démographie & Développement		
Indicateur	Donnée	Date	Indicateur	Donnée	Date
PIB (Mds USD)	74,3	2025	Population (Million)	10,25	2025
Croissance du PIB	1,4%	2025	Âge médian	33,6	2025
Chômage	5,3%	2025	Espérance de vie (ans)	74,7	2025
Dette publique (% PIB)	20,0%	2025	IDH	0,79	2023
Inflation (g.a)	5,6%	2025	Indice de Gini		
Solde budgétaire (%)	2,6%	2025			
Solde commercial (MUSD)	666	2025			

Géorgie

Economie			Démographie & Développement		
Indicateur	Donnée	Date	Indicateur	Donnée	Date
PIB (Mds USD)	38,1	2025	Population (Million)	3,9	2025
Croissance du PIB	7,5%	2025	Âge médian	38,5	2024
Chômage	13,9%	2025	Espérance de vie (ans)	75	2024
Dette publique (% PIB)	34,3%	2025	IDH	0,84	2022
Inflation (g.a)	3,9%	2025	Indice de Gini	33,9	2024
Solde budgétaire (% PIB)	-1,5%	2025			
Solde commercial (Mds USD)	-11,3	2025			

Arménie

Economie			Démographie & Développement		
Indicateur	Donnée	Date	Indicateur	Donnée	Date
PIB (Mds USD)	29.2	2025	Population (Million)	3,1	2025
Croissance du PIB	7.2%	2025	Âge médian	37,7	2025
Chômage	12.9%	2025	Espérance de vie (ans)	77,5	2023
Dette publique (% PIB)	46.8%	2025	IDH	0,81	2023
Inflation (g.a)	3.3%	2025	Indice de Gini	27,2	2023
Solde budgétaire (% PIB)	-3.5%	2025			
Solde commercial (Mds USD)	-4.7	2025			